

Direction départementale
de la protection des populations

Lyon, le 20 AOUT 2015

Service protection de l'environnement
Pôle installations classées et environnement

Dossier suivi par Catherine FISCHER
☎ : 04 72 61 37 70
✉ : catherine.fischer@rhone.gouv.fr

ARRETE DE MISE EN DEMEURE

*Le Préfet de la Zone de Défense et de
Sécurité Sud-Est
Préfet de la Région Rhône-Alpes
Préfet du Rhône
Officier de la Légion d'Honneur,*

VU le code de l'environnement, et notamment les articles L 171-7, L.515-30, R.515-59, R-515-72, R.515-82 II ;

VU l'article 8 de l'arrêté préfectoral du 17 juin 2014 (point 8-1) autorisant la société BUTY DECHETS SPECIAUX à exploiter le site 5 rue Francine FROMONT à VAULX-en-VELIN ;

VU le courrier adressé à l'exploitant le 7 juillet 2015 dans le respect des dispositions de l'article L 514-5 du code de l'environnement ;

VU le rapport du 8 juillet 2015 de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement, service chargé de l'inspection des installations classées ;

CONSIDERANT que la transposition en droit français du chapitre II de la directive 2010/75/UE du 24 novembre 2010 relative aux émissions industrielles dites « IED » a entraîné la modification de la réglementation française et sa codification dans le code de l'environnement avec la création de nouvelles rubriques « IED » dans la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

CONSIDERANT que les installations que la société BUTY DECHETS SPECIAUX exploite 5, rue Francine Fromont, zone Industrielle Est à VAULX-EN-VELIN sont désormais soumises à la directive « IED » au titre de la rubrique n° 3550 de la nomenclature des installations classées (« Stockage temporaire de déchets dangereux ne relevant pas de la rubrique 3540, dans l'attente d'une des activités énumérées aux rubriques 3510, 3520, 3540, ou 3560 avec une capacité totale supérieure à 50 tonnes, à l'exclusion du stockage temporaire sur le site où les déchets sont produits, dans l'attente de la collecte) » ;

CONSIDERANT que les établissements existants dits « nouveaux entrants IED » devaient remettre, avant le 7 janvier 2014, un dossier de mise en conformité ;

CONSIDERANT que l'activité exercée par la société BUTY DECHETS SPECIAUX relevant de l'article R.519-59 I 3°, le rapport de base mentionné à l'article L.515-30 devait être joint au dossier de mise en conformité ;

CONSIDERANT que l'activité de la société BUTY DECHETS SPECIAUX, qui n'a pas fait l'objet de la transmission du dossier de mise en conformité ni du rapport de base requis, est en situation administrative irrégulière au regard de la législation des installations classées pour la protection de l'environnement ;

CONSIDERANT, dans ces conditions, qu'il y a lieu d'exiger de l'exploitant qu'il dépose un dossier en vue de régulariser la situation administrative de son activité ;

CONSIDERANT, dès lors, qu'il convient de faire application des dispositions de l'article L 171-7 du code de l'environnement ;

SUR proposition du Préfet, secrétaire général de la préfecture ;

ARRÊTE :

ARTICLE 1^{er}

En vue de régulariser la situation administrative de l'activité qu'elle exerce 5, rue Francine Fromont , Zone Industrielle Est, à VAULX-EN-VELIN, la société BUTY DECHETS SPECIAUX est mise en demeure de déposer à la direction départementale de la protection des populations (service protection de l'environnement - pôle installations classées et environnement), *dans le délai de trois mois* à compter de la notification du présent arrêté, un dossier de mise en conformité avec la directive « IED » ainsi que le rapport de base prévu à l'article R.515-59 susvisé .

ARTICLE 2

Faute par l'exploitant d'obtempérer à cette injonction, il sera fait application des sanctions administratives et pénales prévues par la réglementation en vigueur sur les installations classées.

ARTICLE 3

Délai et voie de recours (article L 514-6 du code de l'environnement) : la présente décision ne peut être déférée qu'au tribunal administratif. Le délai de recours est de deux mois pour le demandeur ou l'exploitant. Ce délai commence à courir du jour où la présente décision a été notifiée .

ARTICLE 4

Le préfet, secrétaire général de la préfecture, préfet délégué pour l'égalité des chances, la directrice départementale de la protection des populations et la , en charge de l'inspection des installations classées, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont une copie sera adressée :

- au maire de VAULX-EN-VELIN,
- à l'exploitant.

Lyon, le 20 AOUT 2015

Le Préfet,

Pour le Préfet,
Le Secrétaire général adjoint
Sous-Préfet de l'arrondissement de Lyon


Denis BRUEL